



Infos pack

Cabinet de la Présidence de la République



PROJET DE SOCIETE

DU PRESIDENT ALI BONGO ONDIMBA



L'AVENIR EN CONFIANCE



MES CHERS COMPATRIOTES,

En sollicitant vos suffrages aux plus hautes fonctions de l'Etat, je mesure pleinement la charge qui s'y attache. Je prends, d'emblée, l'engagement de vous mobiliser, dans l'unité et la solidarité, pour transformer le Gabon et en faire un pays émergent et prospère, où il fera mieux vivre.

Très jeune, j'ai été imprégné des grands idéaux qui nous rassemblent au-delà de nos différences, ainsi que des valeurs d'Union, de Travail et de Justice si chères au Président Léon MBA, père de la Nation gabonaise. A côté de mon père, le Président Omar BONGO ONDIMBA, j'ai également appris combien il était essentiel de préserver la paix et la cohésion sociale, sans lesquelles il est illusoire de réussir toute œuvre de développement national.

C'est imprégné de ces principes cardinaux que je viens me présenter devant vous pour solliciter votre confiance.

Né presque au moment où le Gabon accédait à l'indépendance, âgé aujourd'hui de 50 ans, âge tampon entre la jeunesse et la retraite, et donc proche des aspirations de toutes les catégories d'âge du pays, je sais mesurer, avec sérénité, lucidité et clarté, les acquis du Gabon mais aussi ses insuffisances et ses urgences sociales.

Au cours de ces dernières semaines, j'ai pris un grand soin, avant toute chose, de consulter et d'écouter, les aînés, les femmes et les jeunes, de tous les milieux et de toutes les sensibilités.

Je vous ai entendu et je vous ai compris.

Les enseignements que je tire de ces consultations s'articulent notamment autour de :

- La meilleure gestion des finances publiques ;
- La meilleure redistribution de la richesse et des responsabilités dans la conduite des affaires publiques ;
- La justice pour tous ;
- La construction des routes praticables en toutes saisons ;
- L'emploi des jeunes et le pouvoir d'achat des ménages ;
- La solidarité envers les personnes économiquement faibles ;
- L'accès à l'eau potable et à l'énergie ;
- La santé, l'éducation, le logement et la formation des jeunes ;
- La sécurisation de l'environnement national des affaires ;
- Le maintien de la paix et de l'unité nationale.

Toutes ces préoccupations rejoignent pour l'essentiel le diagnostic clair, transparent, profond et courageux de la situation politique, économique et sociale de notre pays, posé par le Président Omar BONGO ONDIMBA dans son discours historique du 1^{er} décembre 2007.



Pour redonner confiance à nos compatriotes, pour relancer l'activité économique gage de la **création d'emplois et de richesses**, pour apporter un mieux être à tous nos concitoyens et pour faire du Gabon une puissance régionale reconnue et respectée, nous proposons de conduire des réformes courageuses et ambitieuses.

Ce seront moins les richesses du sol et du sous-sol que notre capacité à imaginer des solutions pragmatiques qui nous donneront cette puissance.

Le Gabon a besoin aujourd'hui d'un traitement d'urgence. Parce qu'il n'est plus tolérable qu'il y ait autant d'emplois précaires, de chômeurs, de pauvres, d'inégalités, d'exclus, de non ou mal logés, de non ou mal enseignés, de non ou mal formés, de non ou mal soignés.

Plus que jamais, le **partage juste et équitable** de nos richesses doit devenir la règle.

Avec Vous, je veux un Gabon qui permette la **participation** de tous, en faisant confiance à nos talents, en responsabilisant davantage ceux qui le méritent, sans distinction d'aucune nature.

Je veux un Gabon où, à côté de la démocratie politique, existe une véritable démocratie économique dans laquelle chacun participe et tire profit de son effort.

Je veux un Gabon de concorde où règne la paix des cœurs, des esprits, des pensées, des actions, des paroles et des écrits. Un Gabon où le développement est ressenti par tous - un Gabon de partage équitable et juste.

Le Gouvernement que je mettrai en place s'engagera ainsi avec détermination à la résolution des problèmes économiques, sociaux et culturels de notre pays.

J'ai une ambition pour le Gabon. Cette ambition est à notre portée mais elle ne peut s'accomplir efficacement que si elle est soutenue par vous tous.

Nous devons **Agir Ensemble** pour conduire le Gabon vers un **Avenir en Confiance**.

Le projet de Société que je soumets à votre appréciation s'intitule l'**AVENIR EN CONFIANCE**.

Il présente des politiques sectorielles qui doivent nous permettre de construire ensemble le Gabon, dans le respect des libertés individuelles et collectives, le respect des droits de l'homme, la justice sociale et le souci permanent de paix, d'unité, de partage en vue d'un développement plus harmonieux de notre pays. Il couvre aussi bien la consolidation et le renforcement de nos institutions, la transformation de notre économie que la promotion du développement social accéléré des Gabonaises et Gabonais.

Ce projet de société comprend neuf axes stratégiques.



AXE N°1 : CONSOLIDER L'ETAT DE DROIT

Feux les Présidents Léon MBA et Omar BONGO ONDIMBA, tout en s'appuyant sur les valeurs de base que sont la paix, l'unité et la cohésion de la Nation Gabonaise, ont su faire évoluer nos institutions avec les exigences de chaque époque. Notre époque nous oblige également à aller plus loin et à poursuivre l'ancrage de notre système institutionnel sur des institutions solides et une gouvernance incontestable.

Notre pays doit rester un *Etat de droit*. C'est la première condition pour consolider notre démocratie. Nous devons continuer à garantir et renforcer le pluralisme politique, la liberté d'opinion et d'expression, la liberté d'association et d'entreprise à travers les institutions républicaines existantes. Dans cette perspective, l'Opposition devrait avoir un statut en rapport avec les exigences de la démocratie. De même, l'Etat devrait continuer à soutenir le développement de la presse et encourager les initiatives de la société civile.

Par ailleurs, il faut rééquilibrer dans la Constitution les pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. A cet effet, il convient de préciser les rôles et les missions des acteurs de chaque pouvoir, tout en veillant à renforcer les capacités du Parlement et de la justice pour leur permettre de jouer efficacement leurs rôles.



AXE N°2 : FAIRE DE LA DECENTRALISATION UNE REALITE

L'étendue de notre territoire et la diversité ethnique de notre peuple doivent être considérées comme des facteurs de richesse et non comme des facteurs de division et de centralisation qui n'ont plus droit de cité. Certaines compétences exercées par l'Etat doivent être transférées progressivement au pouvoir local ainsi que les moyens y relatifs. La **déconcentration** et la **décentralisation** seront ainsi la règle plutôt que l'exception, l'Etat central devant justifier à chaque fois ses motivations lorsqu'il décide de conserver certaines fonctions par devers lui. Les services publics pourront ainsi être plus proches des citoyens et usagers et être en mesure de mieux les servir et de répondre plus rapidement à leurs besoins.



AXE N°3 : REUSSIR LA MORALISATION DE LA VIE PUBLIQUE ET ASSURER UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DES AFFAIRES PUBLIQUES

Il importe de restaurer la confiance entre la Nation et sa classe politique, entre l'Administration et les administrés. L'égalité de tous devant la loi, l'existence et l'action des structures d'inspection et de contrôle crédibles, la vigilance d'une presse libre et responsable doivent résolument ramener et maintenir les hommes politiques, l'administration, les cadres et acteurs du public, du para public et du privé dans le strict respect de l'éthique républicaine et de la bonne gouvernance.

La **réforme de l'Administration publique** sera engagée, pour en faire un moteur du développement. Les fonctionnaires bénéficieront de meilleures conditions de travail et d'une gestion plus dynamique de leur carrière, et seront de plus en plus gérés sur la base unique du mérite et de l'effort dans le travail.

La **consultation**, l'écoute et le dialogue social seront promus comme des valeurs cardinales, à tous les niveaux. Les organisations de la Société civile et les institutions traditionnelles seront légalement mieux reconnues et leurs capacités renforcées, de manière à ce qu'elles puissent contribuer activement à la conception, à l'exécution et au contrôle citoyen des politiques publiques.

S'agissant particulièrement des confessions religieuses, je m'engage à mettre en place un **Conseil National des Communautés Religieuses** qui devra être un cadre de concertation interreligieux susceptible de consolider nos valeurs morales et de garantir la participation de toutes les confessions en tant que partenaires du développement.



AXE N°4 : PRESERVER L'INTEGRITE TERRITORIALE ET CONSOLIDER LES RAPPORTS AVEC LES PAYS VOISINS ET AMIS

Les *Forces de défense et de sécurité* feront l'objet de toute notre attention. En tant que Ministre de la Défense, je sais combien leur rôle est décisif dans le maintien de la paix, de l'intégrité territoriale, de la sécurité et de la stabilité au Gabon, ainsi que dans la lutte contre la délinquance au quotidien.

Les priorités d'action concerneront la professionnalisation de l'armée et l'opérationnalité effective de toutes les composantes de nos forces.

Au demeurant, la défense du territoire national ainsi que celle de la souveraineté du peuple Gabonais est un impératif. Aucune partie du territoire national ne pourra et ne devra être cédée ou occupée sans l'avis du peuple souverain. La défense de l'intégrité de notre territoire requiert des efforts soutenus en matière de recrutement, notamment dans la gendarmerie et dans l'armée de terre.

Dans un monde où les pays sur tous les continents se regroupent dans des ensembles plus grands, un Gabon fort, ce sera aussi une Afrique centrale plus forte, et vice-versa.

C'est la raison pour laquelle, je poursuivrai, avec une intensité renouvelée, les chantiers de l'approfondissement de l'intégration régionale en Afrique, à commencer par la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (**CEMAC**) qui doit progressivement devenir une vraie Union économique et monétaire, dotée d'un marché unique et de politiques sectorielles communes dans tous les domaines économiques, et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (**CEEAC**).

Au-delà, il nous faut maintenir le rang de moteur de *l'intégration africaine* que notre pays a toujours su occuper, dans le cadre de l'Union Africaine. Le Gabon continuera également d'être très actif dans la promotion du **Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD)** qui reste un important levier de développement de l'Afrique et de son intégration dans la dynamique de la mondialisation.

Sur la *scène internationale*, particulièrement en Afrique, le Gabon s'est imposé comme un acteur écouté et respecté, un militant actif de la paix et de la compréhension mutuelle entre les peuples. Notre pays a soutenu, à plusieurs reprises, les initiatives des Nations Unies et intégré dans son arsenal juridique interne la plupart des conventions internationales.

Je veillerai donc à consolider et à amplifier la place et le rôle du Gabon dans les organismes internationaux, notamment au sein du système des Nations Unies et des institutions financières internationales. Au niveau bilatéral, en même temps que nous consolidons les relations avec les partenaires traditionnels, il nous faudra consolider et diversifier notre coopération afin de mieux nous inspirer des expériences des pays émergents et en développement.



AXE N°5 : DIVERSIFIER LES SOURCES DE CROISSANCE ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le cinquième axe stratégique de mon projet de Société vise la transformation de notre économie pour faire du Gabon un pays émergent.

Notre économie reste en effet trop dépendante du pétrole et des autres matières premières. De plus, l'agriculture qui aurait dû générer des emplois contribue trop peu à la création de la richesse nationale et à la réduction de la pauvreté.

A cette fin, il est indispensable de démarrer sa mutation vers une économie à forte valeur ajoutée. En 2025, l'économie du Gabon ne doit plus reposer sur la simple exploitation des richesses de ses sols et sous-sols (pétrole, bois, manganèse, fer) mais sur trois piliers sectoriels forts que seront le Gabon industriel, le Gabon vert et le Gabon des services à valeur ajoutée.

Le ***pilier Gabon vert*** s'appuiera sur la valorisation du « ***pétrole vert*** » que constitue notre formidable écosystème (nos 22 millions d'hectares de forêt, nos terres agricoles, nos 800 kms de littoral maritime). Appartenant au bassin du Congo, deuxième poumon de la planète, le Gabon a consacré 11% de son territoire aux parcs nationaux en vue de participer à l'effort mondial de préservation de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique. Cet effort sera maintenu tout en tenant compte des impératifs de développement et d'industrialisation de notre pays.

L'économie verte s'annonce, en effet, comme un des vecteurs de l'économie mondiale du XXIème siècle et notre pays dispose des atouts pour y devenir un grand acteur. Pour cela, nous devons préserver notre forêt et nous assurer que sa contribution à la lutte mondiale contre le changement climatique est rémunérée à sa juste valeur. Nous devons transformer entièrement notre bois localement à travers un artisanat et une industrie dynamiques. Nous devons bâtir une agriculture, une pêche et une aquaculture modernes, garantissant notre sécurité alimentaire. Nous devons exploiter pleinement nos fortes potentialités dans l'écotourisme que nous confèrent nos immenses espaces forestiers.

Au demeurant, la préservation de ce précieux écosystème se fera dans un souci profond de respect de l'environnement, qui doit transparaître aussi bien dans l'intégration de la dimension environnementale dans chacun de nos projets, que dans les actes au quotidien de chaque Gabonais.

Le ***pilier Gabon industriel*** s'appuiera sur la valorisation locale de nos matières premières. Car, il est vrai qu'aucun pays ne peut se développer en exportant uniquement des matières premières. La dynamique entamée avec la production de ferro-manganèse va ainsi se consolider, grâce à la mise en exploitation de nouveaux gisements de manganèse, la construction de nouvelles bretelles de voies ferrées et l'exploitation du minerai de fer de Belinga. A long terme, le Gabon a vocation à devenir un pôle métallurgique, avec un tissu dynamique de PME exportant des produits à base de fer dans toute la sous région et au delà. De même, un pôle pétrochimique verra le jour, avec la valorisation des ressources en hydrocarbures et la production d'engrais azotés.



Le *pilier Gabon pays de services à valeur ajoutée* repose sur la valorisation de notre « *pétrole gris* » que sont nos ressources humaines. Le Gabon peut et doit se construire une position forte et devenir une référence régionale dans des domaines tels que les services financiers, les nouvelles technologies de l'information, les métiers de services liés à l'économie verte ou encore certains domaines spécialisés de l'enseignement supérieur ou de la santé. Les sources d'emplois et de richesses de demain seront dans ces nouveaux métiers, et nous devons commencer aujourd'hui à y préparer notre économie et notre jeunesse.

Solidement mis en place, ces trois piliers amélioreront de façon significative les revenus et les conditions de vie de tous les Gabonais.



AXE N°6 : METTRE EN PLACE LES INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Cette vision d'une économie gabonaise forte et diversifiée à l'horizon 2025 n'est pas un rêve. Par contre, sa concrétisation nécessite de bâtir, avec courage et détermination, les préalables requis durant le prochain mandat présidentiel. Il s'agira de doter le Gabon d'une infrastructure économique de base compétitive, en particulier dans trois domaines : les réseaux de transport, l'électricité et les télécommunications.

Notre infrastructure de **transport** (routes, ports, aéroports, chemins de fer, pistes de production) sera mise à niveau par la réhabilitation des infrastructures défectueuses et la construction de nouveaux tronçons critiques. L'ensemble du Gabon devra ainsi, à l'horizon 2016, être désenclavé, afin de permettre à notre pays de se positionner comme un « hub » régional de référence.

Notre production d'**électricité** sera triplée d'ici 2016 grâce à notre potentiel hydroélectrique et gazier, permettant ainsi d'assurer l'électricité à tous les citoyens et de réduire le coût de l'électricité.

Le développement accéléré de notre infrastructure de **télécommunications** concrétisera, en plus des autres infrastructures de base traditionnelles, le saut qualitatif que notre économie doit connaître d'ici à 2016, avec une baisse significative des coûts de communication et la généralisation de l'accès à Internet.

Ceci se fera notamment grâce à la mise en place d'une infrastructure haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire, l'équipement de toutes les écoles du Gabon en salle multimédia (avec connexion à Internet, faisant de l'école le point d'accès communautaire dans les villages) et la mise en place d'une administration numérique, avec en particulier l'informatisation de l'état civil, de la carte d'identité, du passeport et des procédures administratives, permettant une amélioration majeure de la qualité du service administratif apporté aux citoyens.

Cette mise à niveau de notre infrastructure économique de base ne pourra se faire en gardant les approches et les instruments du passé. Du **volontarisme** et de **l'innovation** seront nécessaires. En particulier, un cadre juridique et réglementaire favorable aux partenariats publics privés sera rapidement mis en place pour favoriser une forte implication du secteur privé national et international dans tous les projets. Par ailleurs, une agence des grands travaux, disposant de toutes les compétences requises pour la mise en place rapide d'infrastructures complexes, sera opérationnelle dès les premiers mois de mon mandat.



AXE N°7 : MIEUX GERER LES FINANCES PUBLIQUES

Une meilleure *gestion des ressources publiques* sera engagée, à travers une réduction du train de vie de l'Etat, la généralisation des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (**CDMT**) et un meilleur choix des dépenses à travers le ciblage prioritaire des secteurs sociaux et des infrastructures.

De plus, la lutte contre la corruption et la concussion, ainsi que la promotion de la transparence et de la *bonne gouvernance* seront désormais des valeurs cardinales dans le service public.

En ce qui concerne les entreprises publiques et parapubliques, un bilan de la privatisation sera fait. Les enseignements tirés nous permettront de corriger les manquements observés et de renégocier éventuellement les contrats dans le cadre d'un nouveau partenariat privé-public.



AXE N°8 : MIEUX RESPONSABILISER LES GABONAIS ET LES POUSSER A ETRE PLUS ENTREPRENANTS

Il nous faut aussi favoriser l'émergence d'un ***Gabonais plus entrepreneurial***, plus orienté vers le secteur privé et prêt à faire les sacrifices nécessaires. Aujourd'hui le don est malheureusement préféré au gain. Le cadeau est promu et préféré au résultat de l'effort. La facilité est recherchée, le travail dévalorisé. Plus que jamais, il importe de restaurer le goût de l'effort, du travail bien fait, du mérite, de la rigueur et du professionnalisme, pour gagner décemment sa vie et contribuer à l'émergence de son pays.

Au demeurant, nous ne pourrons réussir la diversification de notre tissu économique si le ***secteur privé***, notamment national, ne prend pas toute sa place de moteur du développement, y compris dans l'aménagement des infrastructures. Pour cela, l'Etat doit accélérer les réformes sectorielles, renforcer les politiques d'appui aux entrepreneurs et leur faciliter les formalités et procédures administratives.



AXE N°9 : LUTTER CONTRE LES INEGALITES, LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION

Les Gabonais ne ressentent pas encore assez au quotidien les fruits du développement économique de notre pays. Les infrastructures sociales restent très insuffisantes (hôpitaux, logement, etc.), près d'un quart de nos concitoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté et les écarts de revenus demeurent importants. Ceux qui possèdent beaucoup côtoient ceux qui n'ont presque rien. Et, en dépit des moyens et des programmes que l'Etat a mis en place pour les rendre accessibles à l'ensemble des gabonais, les services sociaux de base demeurent une préoccupation majeure.

Dans ces conditions, certains compatriotes se sentent marginalisés. Ces disparités accentuent la fracture sociale, remettant en cause notre cohésion nationale. Parallèlement, on déplore une montée sensible du tribalisme dans la vie sociopolitique. Or, le tribalisme, manifestation régressive et facteur d'exclusion, est en partie une manipulation politicienne.

Il nous faut donc réduire les inégalités et promouvoir la solidarité nationale dont le fondement est notre « vouloir vivre collectif ». La nation a le devoir moral de venir en aide aux couches de la population les plus vulnérables. Pour cela, il sera nécessaire d'accroître et d'étendre le système d'allocations et d'aides sociales, les équipements collectifs, les internats, les écoles publiques, la santé publique, la couverture maladie, en particulier celle des plus démunis...

Il faut que le Gabonais moyen soit le premier bénéficiaire de la richesse nationale. Cette exigence de **transformation sociale** sera une des hautes priorités de mon mandat.

En effet, je souhaite placer l'Homme au cœur de l'action, à la fois en tant qu'acteur du développement et bénéficiaire de ce développement. J'invite donc solennellement mes concitoyens à un nouveau contrat social, qui nous permettra de réussir cette transformation d'ici 2016.

Les urgences sociales sont nombreuses et concernent aussi bien l'éducation, la protection sociale, l'égalité face à la maladie que l'accès à l'eau potable, à un logement décent et à l'assainissement, ainsi qu'à un emploi rémunéré et à des opportunités de revenus.

Dans le domaine de l'**éducation**, nous bénéficions d'une scolarisation au primaire presque universelle et d'une quasi parité entre les filles et les garçons. Toutefois, cette performance doit être relativisée, en raison de la faible efficacité interne du système éducatif gabonais qui se manifeste dans les taux de redoublement élevés et dans les faibles taux d'achèvement à tous les niveaux, du primaire au supérieur. Il s'y ajoute, l'inadéquation entre la formation et l'emploi.

A titre d'exemple, l'Etat gabonais consacre, en plus des efforts propres des parents, 40 milliards de francs CFA par an pour financer les allocations scolaires dans des filières de formation qui au final ne correspondent pas toujours aux besoins de notre économie et du marché de l'emploi. Nous ne pouvons plus nous permettre cela. La modernisation de notre infrastructure de formation et sa meilleure adéquation avec l'emploi seront un impératif pour le prochain mandat.

Nous poursuivrons la politique de gratuité scolaire et nous favoriserons un meilleur accès aux fournitures scolaires et un encadrement renforcé, en qualité et en quantité.



De nouvelles écoles supérieures et techniques seront créées, sur l'ensemble du territoire, et les contenus des formations seront repensés pour mieux préparer les élèves aux réalités du milieu du travail. Je compte organiser en 2010 des *Etats généraux de l'éducation et de la formation*, afin que tous les acteurs concernés redessinent ensemble les voies à suivre pour générer un système éducatif d'excellence dans notre pays.

Le développement du potentiel humain de notre pays suppose également qu'un appui conséquent soit accordé aux *acteurs culturels, aux artistes et aux intellectuels*, pour leur permettre d'exprimer pleinement leur art et leur savoir tout en assurant une protection de leurs droits en tant qu'auteurs.

Les industries culturelles seront donc encouragées à travers tout le pays et plusieurs infrastructures culturelles (musées, conservatoires, théâtres, bibliothèques) seront mises en place ou redynamisées, notamment le CICIBA afin de mieux valoriser notre patrimoine national et notre riche histoire. L'apprentissage des langues nationales sera encouragé.

Concernant la *santé*, il nous faut nous attaquer en priorité à la pandémie du sida qui touche encore plus de 7% de la population. Des mesures énergiques de prévention et de traitement seront mises en œuvre, de manière à inverser rapidement la tendance. J'en ferai une affaire personnelle.

Au-delà du VIH/Sida, notre intérêt portera sur l'ensemble du système de santé qui continue de se caractériser par de faibles indicateurs. Les efforts seront concentrés sur l'amélioration de l'accès aux soins de santé, sur la généralisation de la couverture vaccinale et l'assurance maladie, sur un meilleur approvisionnement en médicaments ainsi que sur une meilleure qualité des soins.

De manière spécifique, je m'engage à *rendre gratuits les frais d'accouchement* dans les structures de santé publique dès le premier jour de mon installation à la Présidence de la République. La *protection sociale* recevra d'importants moyens financiers, en ciblant en priorité les handicapés, les personnes âgées, les enfants, les indigents, les veuves, les orphelins, les filles mères, la femme rurale et les peuples autochtones.

La pension des *retraités* sera revalorisée et une couverture sanitaire gratuite leur sera garantie dans les centres de santé de l'Etat. Leur mobilisation dans des activités d'intérêt public sera également promue.

La *dimension genre* sera prise en compte dans toutes les politiques publiques. Les femmes bénéficieront ainsi de plus de pouvoir politique. Leurs capacités économiques seront également renforcées, notamment par la facilité de l'accès au crédit et à la formation. Les droits des veuves et des orphelins seront protégés notamment en ce qui concerne la succession.

Nous veillerons également, à l'horizon 2016, à rendre universel, *l'accès à l'eau potable et à l'assainissement*, partout sur le territoire national. Il s'agit là d'un droit fondamental de tout citoyen gabonais. *L'habitat social* sera fortement relancé, à travers la mise en œuvre d'un programme de construction de villas et d'aménagement de parcelles, de façon à permettre à tout citoyen de pouvoir disposer d'un logement digne. Les quartiers insalubres des centres urbains notamment ceux de Libreville doivent être réhabilités et modernisés.



L'emploi sera soutenu, grâce à la mise en place de lignes de crédit et à l'encadrement des promoteurs de projets productifs. Les jeunes doivent être les grands bénéficiaires. Des opportunités de stage leur seront offertes, en encourageant la signature de conventions Etat-Patronat et en valorisant l'apprentissage dans les ateliers d'artisans.

Afin de mieux cerner les besoins et attentes de la Jeunesse, je compte tenir en 2010 un **Forum national de la Jeunesse** pendant lequel toutes les questions relatives à la jeunesse, y compris les sports et les loisirs, seront abordées, un plan d'actions identifié et mis en œuvre avec diligence.

Concernant le sport en particulier, nous devons en faire un facteur privilégié de l'épanouissement de notre jeunesse. Nos établissements primaires, secondaires et supérieurs doivent devenir des pépinières de champions. Outre les moyens que l'Etat mettra en place, nous nous engageons à encourager le mécénat. De même, les Artistes bénéficieront de l'attention des pouvoirs publics, notamment par la création d'un conservatoire, des centres culturels dans chaque province et par la protection effective des droits d'auteur.

Ces neuf axes stratégiques vont être détaillés et renforcés dans le cadre des visites de proximité que je compte vous rendre. Pour chaque axe retenu, j'indiquerai, de manière précise, les mesures d'urgence qui seront prises dès mon entrée en fonction.

Le Premier ministre, que je vais nommer une fois élu, détaillera encore plus, dans sa Déclaration de Politique générale, les actions envisagées dans chaque secteur, en relation avec les ministres. Nous pourrons ainsi disposer d'un **agenda gouvernemental chiffré et daté**.

Je souhaite en effet gouverner dans une option de **gestion axée sur l'obligation des résultats**. Nous y parviendrons en plaçant l'homme au cœur de l'action et en adoptant des **méthodes de travail** simples, pragmatiques et performantes.

Le programme que je vous propose sera constamment suivi, pour veiller à sa bonne mise en œuvre. Une évaluation systématique des performances atteintes sera effectuée, afin d'apporter si besoin, les correctifs nécessaires.

Tel est le projet de Société pour lequel je sollicite votre adhésion totale, afin que nous puissions **agir ensemble** pour construire notre **AVENIR EN CONFIANCE**.

Nous espérons que les résultats seront immédiats, visibles, palpables et concrets, grâce à notre détermination et avec l'aide de Dieu tout puissant.